

Une zone industrielle de pointe,
au service de l'industrialisation
togolaise

PIA

PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE ADAPTÉE
— TOGO —
www.pia-togo.com

www.pia-togo.com



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300Fcfa

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



Décentralisation

Page 3

L'ALLEMAGNE DÉCAISSE 13 MILLIARDS DE FCFA POUR LE TOGO

Assurance Maladie Universelle

Le nouveau dispositif
« assurance tontine »
présenté aux
professionnels des
médias

L'Institut National
d'Assurance Maladie
(INAM), a présenté ...

Page 2

Développement durable dans les pays des zones Sahélo-Saha- rienne et de l'UEMOA

La BOAD et le CILSS
signent un accord de
partenariat

Le Vice-président de la
Banque.....

Page 4

Aide publique

La France débloque
990 milliards FCFA
au Sénégal

La France a accordé 1,5
milliard d'euros soit
990 milliards FCFA d'aide
publique au développement .

Page 6



Page 4

Financial Afrik Awards

Serge Ekué désigné meilleur
financier africain



1 Million

Pour toi chaque jour

Souscris à ton forfait à partir de 300F

*909#

Souscris à un forfait 1000 ou 2000, au choix, au forfait à partir de 300F pour être éligible au tirage au sort. Promo valable du 7 Décembre 2022 au 4 Février 2023. Service Client: 888

Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg



Togocom

Assurance Maladie Universelle

Le nouveau dispositif « assurance tontine » présenté aux professionnels des médias

L'Institut National d'Assurance Maladie (INAM), a présenté le vendredi 09 décembre 2022 à Lomé, le nouveau dispositif « assurance tontine », conçu pour l'enregistrement et la collecte des cotisations des assurés du secteur informel aux professionnels des médias.

● Bernard AFAWOUBO



Faire connaître aux professionnels des médias le fonctionnement et les avantages du dispositif « assurance tontine » afin de leur permettre de relayer efficacement l'information auprès des populations bénéficiaires, tel est l'objectif que s'est assigné l'Institut national d'assurance maladie en organisant à l'endroit des journalistes, une rencontre d'information et d'échanges.

Dans le cadre de mise en œuvre de l'assurance maladie universelle pour les acteurs du secteur informel, le dispositif assurance tontine a été développé. A en croire les responsables de l'INAM, ce dispositif permet de digitaliser les formalités et les opérations d'assurance maladie à travers une plateforme informatique sécurisée. « Il offre la possibilité aux artisans, commer-

cants, revendeuses et autres travailleurs de l'économie informelle de faire les formalités d'immatriculation et de paiement des cotisations au titre de l'assurance maladie partout où ils se trouvent en ligne. Par ce dispositif la plupart des services de l'INAM, organisme gestionnaire de l'assurance maladie universelle seront dématérialisés » ont-ils précisés. Les travailleurs du secteur informel peuvent

dans les prochains jours s'enregistrer à partir d'un téléphone portable, un ordinateur ou une tablette sans avoir besoin de se déplacer dans les bureaux de l'INAM. Le dispositif « assurance tontine » permet également de payer ses cotisations par transfert d'argent (Tmoney ou Flooz) par tanche et à une fréquence adaptée à aux activités sous forme de tontine. Les personnes morales agréées appelées agrégateurs sont identifiés par l'INAM pour assurer le service d'enrôlement et de cotisation pour les assurés qui le souhaitent. Faut-il le préciser, le dispositif « assurance tontine » est mis en place par le gouvernement avec l'appui financier du Programme des nations unies pour le développement (PNUD) et l'appui technique du centre informatique et de calcul

(CIC) de l'université de Lomé à travers le Projet de Mécanisme d'assurance maladie du secteur informel et prise en charge des né-

cessiteux (PMAMSIN). Le lancement du dispositif « assurance tontine » est prévu dans les jours à venir.

Gouvernance et réformes économiques

La BAD accorde un prêt de 25 millions de dollars à Seychelles

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a donné son feu vert, jeudi 1 décembre 2022, à Abidjan, à l'octroi d'un prêt de 25 millions de dollars en faveur des Seychelles.

● Maelys A.



Destiné à mettre en œuvre la phase II du Programme d'appui à la gouvernance et aux réformes économiques (GERSP-II), ce financement va favoriser une croissance verte inclusive et à appuyer la reprise post-Covid-19. La Banque est le principal partenaire financier de ce projet, d'un coût total de 68,8 millions de dollars. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale apportent, respectivement, 18,8 millions et 25 millions de dollars

à cette deuxième phase du programme, qui devrait s'achever en 2024. Cette phase II va permettre de consolider et amplifier les efforts du Programme d'appui à la gouvernance et aux réformes économiques que le Conseil d'administration de la Banque avait approuvé le 7 juillet 2021, avec l'objectif de renforcer la résilience et une reprise économiques inclusives, après la pandémie de Covid-19. L'objectif principal de cette deuxième phase

est d'intensifier les réformes de la gouvernance économique, de manière à favoriser une croissance verte inclusive et à appuyer la reprise post-Covid-19, tout en renforçant la résilience environnementale et climatique. Le programme va ainsi aider le pays à améliorer sa performance en matière de recettes fiscales ainsi que la gouvernance dans le secteur public (entreprises publiques notamment) ; à renforcer le cadre de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ; à améliorer le climat des affaires ; et à apporter des réponses plus judicieuses aux changements climatiques, outre renforcer la gestion des

énergies renouvelables et des déchets solides. « La Banque s'appuiera sur cette opération d'appui budgétaire général, sur les activités d'assistance technique en cours et sur les études économiques et sectorielles récentes pour approfondir le dialogue avec les autorités dans plusieurs domaines, notamment la viabilité du budget et la soutenabilité de la dette, l'amélioration du climat des affaires, le développement du capital humain et la promotion de la résilience climatique et environnementale », a déclaré Nnena Nwabufo, la directrice générale du Groupe de la Banque pour l'Afrique de l'Est. Au vu de l'ampleur du programme de réformes

et de l'impact escompté sur l'ensemble de l'administration publique, la croissance économique et la résilience environnementale et climatique, le projet profitera à l'ensemble de la population des Seychelles. En effet, la marge budgétaire obtenue permettra d'augmenter les dépenses consacrées aux programmes sociaux qui correspondent aux Objectifs de développement durable des Nations unies. Usagers des services sociaux publics, contribuables, investisseurs nationaux et étrangers, population active seychelloise profiteront ainsi du projet. Lequel aura aussi une incidence positive sur le

secteur privé en général et les micros, petites et moyennes entreprises en particulier, du fait de l'amélioration du climat des affaires, d'un accès élargi au financement et d'une meilleure résilience climatique. Le programme s'inscrit dans la droite ligne de la Stratégie nationale de développement 2019-2023 du gouvernement seychellois, ainsi que de la Stratégie décennale de la Banque (2013-2022) et de trois de ses cinq grandes priorités opérationnelles, les « High 5 » à savoir, « industrialiser l'Afrique », « intégrer l'Afrique » et « améliorer la qualité de vie des populations en Afrique ».

ECO & FINANCES

Journal d'informations, d'investigations économiques, financièrewvs et boursières
Email : ecofinances.infos@gmail.com
Site web: www.ecoetfinances.com
REC N° 0643/01/08/2022/HAAC
Édité par L'agence de Presse ECO & FINANCES
N. RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054
Adresse : rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière - Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Chef d'édition

Eyram AKAKPO
00228 93 64 07 85

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
SALLAH Patience
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

FOLIKOUE ATA K. Achille

Imprimerie

TOGO V.SPRINTS
Tirage: 3000

Décentralisation

L'Allemagne décaisse 13 milliards de FCFA pour le Togo

Le Togo entretient depuis plusieurs années de bonnes relations de coopération avec la République fédérale d'Allemagne. Cette dynamique a encore été concrétisée le 8 décembre 2022 avec la signature à Lomé, du contrat d'aide financière au Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT), destiné au programme d'appui au financement des communes au Togo.

● Eyram AKAKPO

La signature de cette convention est intervenue entre le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya, et le représentant de la KfW pour l'Afrique de l'Ouest, Michael Wehinger, en présence de l'ambassadeur d'Allemagne au Togo, Matthias Veltin. Ce financement de 13 milliards FCFA soit environ 20 millions d'euros, de l'Allemagne à travers la KfW est destiné à des investissements publics dans les communes. Il servira à construire des écoles, des centres de santé, des marchés et autres. Le Togo figure en effet parmi les pays du cercle restreint des pays dits « Pays partenaires des réformes ». Ce qui justifie l'engagement de la République fédérale d'Allemagne d'être aux côtés du pays dans le cadre de la décentralisation. « Plusieurs communes verront leurs investissements publics au profit des populations s'accroître puisque ceux qui seront faits grâce à cette



convention, viendront s'ajouter à ceux réalisées par les communes grâce au financement de l'Etat. Par le biais du Budget général à travers le FACT », a indiqué le ministre d'Etat en charge de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Payadowa Boukpepsi. En trois ans, plus de 15 milliards de FCFA ont été octroyés aux communes par l'Etat togolais. Selon le ministre d'Etat, cette nouvelle contribution allemande va renforcer son enga-

gement financier aux côtés des communes. « Citons à cet effet : l'appui technique constant de la GIZ ; la construction d'infrastructures économiques dans des communes ; et la construction en cours des bureaux de 60 mairies. Pour revenir sur l'appui financier, objet de la signature de la convention d'aujourd'hui, je voudrais souhaiter que le nombre de communes bénéficiaires puisse évoluer à la hausse afin que les effets puissent toucher un plus grand nombre de

populations », a ajouté Payadowa Boukpepsi. Le ministre s'est par ailleurs engagé pour la bonne exécution de cette convention. « Au nom du ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires, je voudrais prendre l'engagement que tout sera mis en œuvre pour un accompagnement efficace de l'exécution de cette convention, afin que les objectifs assignés au secteur de la décentralisation par Son Excel-

lence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbe, Président de la République Togolaise, à savoir : renforcement du développement local et rapprochement des services publics de l'administration et des administrés, puissent connaître un succès réel, aux profits des vaillantes populations à la base. Bien sûr, les communes bénéficiaires auront aussi un rôle colossal à jouer. Même si aujourd'hui, certaines insuffisances persistent dans la gestion de ces communes, pour l'essentiel la base en matière de gouvernance commence par se consolider et donc nous pouvons compter sur leur engagement sans faille pour le succès du programme objet de la signature aujourd'hui », a-t-il précisé. Pour l'Ambassadeur d'Allemagne au Togo, Matthias Veltin, des progrès tangibles ont été enregistrés dans la mise en œuvre du processus de décentralisation au Togo : « Cette décision a été prise par l'Allemagne au regard

des efforts déployés par le Togo pour rendre son économie attractive et compétitive. Dans le cadre de ce nouveau partenariat, nos deux pays ont décidé de donner les objectifs suivants à notre future coopération : améliorer le climat des affaires et d'investissement en s'appuyant sur une offre de formation professionnelle de qualité, renforcer la transformation agro-industrielle et ses chaînes de valeurs comme moteurs de croissance et d'emploi et promouvoir la bonne gouvernance et le développement des territoires comme levier de croissance inclusive », a-t-il rappelé. Le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya a remercié l'Allemagne pour son soutien constant, en particulier la KfW et la GIZ. Im a également souhaité que le nombre de communes bénéficiaires puisse évoluer afin que les effets puissent toucher un plus grand nombre de populations.

Sécurité alimentaire en Afrique

Le Club du Sahel félicite le Togo pour son leadership

Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, a conféré le 9 décembre 2022 à Lomé, avec le président honoraire du Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest (CSAO) de l'OCDE, Dr Ibrahim Assane Mayaki.

● Ilona E.

Les échanges entre les deux personnalités ont porté sur les conclusions de la 38^e réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA). Dr Ibrahim Assane Mayaki a rendu compte au chef de l'Etat du déroulement des travaux de cette rencontre internationale ainsi que les recommandations formulées pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Sahel et dans la sous-région ouest africaine. « Nos échanges ont por-

té sur les résultats de la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), qui s'occupe des questions de lutte contre la faim, la malnutrition et réfléchit surtout sur les mécanismes qui peuvent permettre d'améliorer nos systèmes agro-alimentaires », a indiqué Dr Ibrahim Assane Mayaki. Le président honoraire du Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest (CSAO) de l'OCDE s'est félicité de l'expérience togolaise en matière d'investissement dans

les chaînes de valeur agroalimentaire et dans la résilience, qui a fait cas d'école au cours de la 38^e réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA). « Un des objectifs de cette rencontre c'était de partager des leçons, de réfléchir sur les défis communs et les dispositifs de chaque pays. Nous avons eu des débats riches. Les efforts, les progrès, les résultats de la transformation du système alimentaire et agricole au niveau du Togo,

ont servi d'expérience. Je crois que le chemin est bien pris », a laissé entendre le président honoraire du Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest (CSAO) de l'OCDE. Ce succès du Togo, selon Dr Ibrahim Assane Mayaki, n'est que la résultante de l'efficacité et l'efficience de la vision du chef de l'Etat, orientée vers le développement des agropoles et la transformation de l'agriculture pour la consommation locale, le bien-être des agri-

culteurs eux-mêmes et celui des populations. Pour faire face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Togo, une place capitale est accordée au secteur agricole, dans la Feuille de route gouvernementale Togo 2025, basée sur l'amélioration de la productivité, la création des Zones d'aménagement agricoles planifiées (ZAAP). Le pays a aussi privilégié la promotion des petites et moyennes entreprises agricoles, la compétitivité et la transformation

des produits agricoles nationaux et régionaux. Il faut souligner que le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) est une plateforme internationale indépendante. Son Secrétariat est hébergé au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Sa mission est de promouvoir des politiques régionales à même d'améliorer le bien-être économique et social des populations du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

Financial Afrik Awards

Serge Ekué désigné meilleur financier africain

Le président de la Banque Ouest Africaine de Développement, Serge Ekué a été désigné meilleur Financier Africain le jeudi 08 décembre 2022, à Lomé, lors de la cinquième édition des Financial Afrik Awards.

● Bernard AFAWOUBO



Le titre de financier de l'année est décerné au président de la Banque Ouest africaine de développement (BOAD), Serge Ekué. Axé autour du thème : « Finance verte », la cinquième édition des Financial Afrik Awards a réuni plus de 300 acteurs de la Finance Africaine, entre autres des décideurs, des dirigeants et experts. Financial Afrik Awards est un événement qui fait la part belle aux échanges et aux débats autour de sujets d'actualité et des thématiques clé des économies africaines, mettant en lumière les grandes orientations, les perspectives de notre continent. Les enjeux du développement en Afrique s'inscrivent résolument dans la durabilité et la soutenabilité, s'appropriant ainsi les Objectifs du Développement Durable. Les institutions de développement dont la BOAD ont pris part à cette manifestation, s'élevant en leaders de cette dynamique, qui porte nombre de problématiques et d'impératifs, tels que ceux ayant trait aux financements des projets s'inscrivant dans les réponses à apporter aux effets néfastes du changement climatique, aux besoins en mécanismes innovants de financement, aux opportunités qu'offrent la Finance Verte, et environnementale. La BOAD se voit ho-

norée et primée par la distinction prestigieuse reçue par son premier dirigeant, le Président Serge EKUE, qui rejoint, ainsi, la liste des 100 personnalités influentes de l'année 2022, révélée dans quelques semaines dans un numéro spécial du magazine Financial Afrik. Parmi les lauréats figurent la ministre chargée de la promotion de l'investissement du Togo, Rose Kayi Mivedor qui a reçu le prix spécial du Leadership Féminin et Kako Nubukpo, Togo, Economiste auteur de « Une solution pour l'Afrique : du néprotectionnisme aux biens communs », et de plusieurs livres et articles de référence sur l'économie africaine qui s'est vu décerner le titre de l'économiste de l'année. Voici la liste des lauréats

Le ministre des Finances de l'année : Nicolas Kazadi, ministre des Finances de la République Démocratique du Congo. Banquier de Développement de l'année : Sidi Ould Tah, directeur général de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA). Prix Spécial du Leadership Féminin : Rose Kayi Mivedor, ministre chargée de la promotion de l'investissement, Togo. Le financier de l'année : Serge Ekué, Président de la Banque Ouest-Africaine de Dé-

veloppement (BOAD), une institution accréditée par le fonds vert pour le climat et active dans le financement des économies ouest-africaines. CEO de l'année : Arouna Nikiema, PDG de BBS Holding, un groupe de 11 000 employés présent dans 8 pays, Arouna Nikiema fait partie des forces montantes de l'entrepreneuriat burkinabé et africain. Asset manager de l'année : Marc Kamgaing, CEO Harvest Asset Management. Avec 241 milliards de FCFA d'actifs sous gestion à la fin 2021 et un capital social multiplié par 5 en juillet 2022, Harvest Asset Management, fondée en 2017, s'impose dans la zone CEMAC en tant que leader de la gestion d'actifs. Le deal vert de l'année : Patrick V. Verkooijen, CEO Global Center on Adaptation (GCA) pour son engagement en tant que chef de file de la mobilisation de 25 milliards de dollars en faveur du Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique (AAP). Le deal de l'année : Naoufal BENSALAH, CEO de Africa Bright. Pour les premières obligations vertes d'Afrique Centrale en faveur de la société gabonaise Façade Maritime du Champ Triomphal pour un montant de 20 milliards de FCFA. L'économiste de l'année : Kako Nubukpo,

Togo, Economiste auteur de « Une solution pour l'Afrique : du néprotectionnisme aux biens communs », et de plusieurs livres et articles de référence sur l'économie africaine. La Fintech de l'année : MFS Africa, La société fondée par Dare Okoudjou a racheté Global Technology Partners en Amérique du Nord, devenant la première plateforme de services en Afrique. Intégrateur monétique de l'année : Valentin

Mbozo'o, Le Groupement interbancaire monétique de l'Afrique centrale (GIMAC) a mis en œuvre l'écosystème convergent GIMAC-PAY, qui fédère tous les systèmes et moyens de paiement électronique et rend disponible dans la CEMAC les services mobiles interopérables. Prix de la meilleure PME : Ismaël Siby, CEO de Marena Gold. Une des rares entreprises africaines qui raffinent l'or en Afrique et fabrique des lingots.

Prix Lifetime achievement : Gervais Koffi Djondo, Co-fondateur du Groupe Ecobank, de la compagnie Asky et promoteur des projets et initiatives panafricains, Gervais Koffi Djondo est l'une des grandes figures de l'intégration africaines. A noter que ces 13 lauréats font partie de la liste des 100 qui sera dévoilée le 15 décembre dans un numéro spécial du mensuel Financial Afrik qui reviendra en détails sur l'événement.

Développement durable dans les pays des zones

Sahélo-Saharienne et de l'UEMOA

La BOAD et le CILSS signent un accord de partenariat

Le Vice-président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), Luis Soares Cassama et le Secrétaire exécutif du Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), Abdoulaye Mohamadou ont procédé le jeudi 08 décembre à Lomé, à la signature d'un protocole d'accord, formalisant la coopération de ces deux institutions, en faveur du développement durable dans les pays des zones sahélo-saharienne et de l'UEMOA.

● Bernard AFAWOUBO

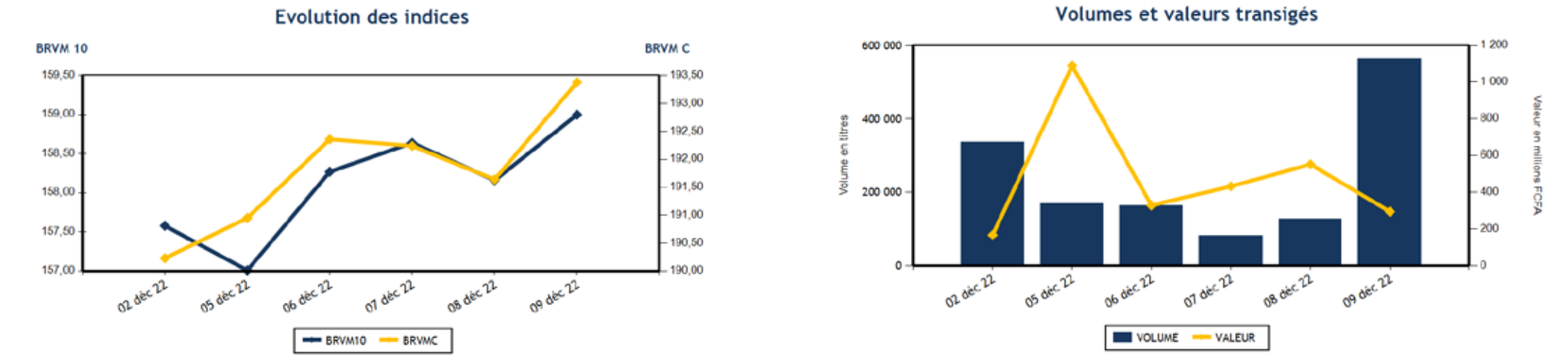


La BOAD et le CILSS entendent aux termes des dispositions de cet accord, renforcer leur coopération, tout en favorisant la coordination et l'harmonisation de leurs actions de développement, en faveur de leurs Etats membres. « Le CILSS, fort de son savoir-faire technique et scientifique cinquantenaire, ambitionne à travers cet accord de coopération avec la BOAD, de mettre son expertise et ses compétences au service de la sous-région, en vue de favoriser la coordination et l'harmonisation des interventions au profit des populations sahéliennes et ouest-africaines » a

déclaré Dr Abdoulaye Mohamadou, secrétaire exécutif du CILSS. Pour sa part, Soares Cassama, Vice-Président de la BOAD, a indiqué que « la coopération régionale et la collaboration entre le CILSS et la BOAD, mises en exergue dans ce partenariat, préfigurent la transformation et l'émergence des économies de la zone UEMOA ». Plus spécifiquement, la coopération entre les deux parties portera, entre autres, sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la gestion des ressources naturelles et la lutte contre la désertification. Sont également prévus

le financement conjoint de projets et de programmes de développement, éligibles au financement de la BOAD et d'autres bailleurs de fonds du CILSS ; l'assistance de la BOAD au CILSS dans ses rapports avec les organismes régionaux ou internationaux, la recherche de financement en faveur des projets et programmes de développement des pays membres communs des deux Organisations ; et la mise à contribution, si besoin, de l'expertise du CILSS dans le cadre des initiatives de la BOAD, pour la préparation et la mise en œuvre de programmes nationaux et régionaux de développement.

BRVM 10	159,00	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 236 vendredi 9 décembre 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	193,38
Variation Jour	 0,53 %		Variation Jour	 0,91 %
Variation annuelle	 3,58 %		Variation annuelle	 -4,40 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 820 763 067 638	0,91 %
Volume échangé (Actions & Droits)	561 256	544,46 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	263 254 300	14,24 %
Nombre de titres transigés	43	38,71 %
Nombre de titres en hausse	21	200,00 %
Nombre de titres en baisse	6	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	16	33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SITAB CI (STBC)	5 670	7,49 %	-8,25 %
BOLLORE (SDSC)	1 295	7,47 %	-49,61 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	725	7,41 %	-15,70 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	685	7,03 %	-10,46 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	775	6,90 %	24,00 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	100,91	2,27 %	-8,36 %	15 305	32 948 675	26,85
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	456,51	0,61 %	1,71 %	6 218	33 655 120	8,57
BRVM - FINANCES	15	71,76	0,81 %	-6,96 %	513 208	63 604 120	6,84
BRVM - TRANSPORT	2	317,84	7,25 %	-48,91 %	3 723	4 188 635	5,06
BRVM - AGRICULTURE	5	283,56	-0,11 %	16,54 %	14 444	120 087 510	5,53
BRVM - DISTRIBUTION	7	359,22	0,80 %	-11,83 %	8 258	8 648 240	25,44
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 505,34	0,00 %	67,12 %	100	122 000	14,65
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,64	
Taux de rendement moyen du marché	7,73	
Taux de rentabilité moyen du marché	10,01	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	109	
Volume moyen annuel par séance	983 263,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 892 553 936,76	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 796 859 450 263	-0,09 %
Volume échangé	3 814	-90,53 %
Valeur transigée (FCFA)	31 389 700	-90,24 %
Nombre de titres transigés	7	75,00 %
Nombre de titres en hausse	3	200,00 %
Nombre de titres en baisse	3	0,00 %
Nombre de titres inchangés	1	

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	1 900	-7,32 %	-12,64 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	4 695	-2,19 %	-1,88 %
SAPH CI (SPHC)	5 200	-0,95 %	0,10 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	8 400	-0,59 %	-20,00 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	5 865	-0,17 %	10,66 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	12,04	
Ratio moyen de satisfaction	54,96	
Ratio moyen de tendance	456,45	
Ratio moyen de couverture	21,91	
Taux de rotation moyen du marché	0,05	
Prime de risque du marché	7,18	
Nombre de SGI participantes	26	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

Aide publique

La France débloque 990 milliards FCFA au Sénégal

La France a accordé 1,5 milliard d'euros soit 990 milliards FCFA d'aide publique au développement (période 2019-2023) au Sénégal.



Cette présente édition a été placée sous le sceau du dynamisme et de la densité des relations entre la France et le Sénégal, fondées sur l'amitié, la confiance et une ambition commune pour le partenariat Europe – Afrique. De la prise en charge des questions de jeunesse, en passant par les défis sé-

curitaires, les enjeux de développement, de santé, agriculture, ou encore de mobilité et de migrations, différentes feuilles de route de la coopération entre les deux parties ont été abordées. Au total, une enveloppe de 1,5 milliard d'euros d'aide publique au développement (période 2019-2023) de la

France est positionnée pour le Sénégal faisant de la partie française le premier bailleur bilatéral du Sénégal. Dans un contexte de ralentissement économique engendré par la pandémie de Covid-19 et aggravé par les conséquences de la guerre menée par la Russie en Ukraine sur le plan éner-

gétique et de la sécurité alimentaire, la France et le Sénégal poursuivront leur coopération pour le soutien des conditions de la résilience économique et du rebond de sa croissance. Les financements de la partie française contribuent à mettre en œuvre les projets du Plan Sénégal Emergent et des priorités du gouvernement sénégalais, dont la deuxième (2ème) Phase du Train Express Régional (TER). Sont également concernés la souveraineté pharmaceutique en soutenant la production locale de vaccins, notamment ARNm et contre la fièvre jaune. Pour le renforcement de la sécurité et de la sou-

veraineté alimentaires par le biais de projets de formation professionnelle agricole un soutien de 100 M€ au secteur agricole dans le cadre de l'initiative FARM est également prévu. Pour rappel la France et le Sénégal ont joué un rôle moteur dans le 6ème sommet Union européenne – Union africaine, qui s'est tenu les 17 et 18 février 2022 sous la présidence sénégalaise de l'UA et la présidence française du Conseil de l'UE, et qui a défini un agenda partagé de prospérité, de sécurité, de mobilité et de défense du multilatéralisme. Concernant la feuille de route éducation, la France et le Sénégal ont ainsi signé deux accords

intergouvernementaux relatifs à la mise en place de classes préparatoires aux grandes écoles ainsi qu'à la création et l'organisation de la future école franco-sénégalaise, et signé une lettre d'entente visant à renforcer leur appui aux filières créatrices d'emplois, en particulier dans les secteurs de l'innovation et de la recherche, du numérique, de la culture ou encore de l'agriculture. La France et le Sénégal ont également décidé de consolider leur coopération en matière de lutte contre les effets du changement climatique.

P u l s e . s n

Exploitation d'or au Burkina Faso

Une compagnie russe obtient un nouveau permis

Le gouvernement du Burkina Faso a donné, mercredi en Conseil des ministres, son accord pour l'octroi d'un nouveau permis d'exploitation d'une mine d'or à la société russe Nordgold Yimouyou SA dans la commune de Korsimoro, province du Sanmatenga, dans la région du Centre-Nord du pays, a-t-on appris de source officielle.

Le rapport du conseil des ministres souligne que les réserves minières du gisement de Yimouyou sont estimées à 1 501 412 tonnes de minerai, avec une teneur moyenne de 1,88 gramme par tonne et un taux de récupération métallurgique estimé à environ 87,1%. Prévu pour une durée de quatre ans, ce gisement couvre une superficie de 31,44 km2 pour une

production totale estimée à 2,53 tonnes d'or, selon la même source. A l'issue du Conseil des ministres, le ministre en charge des Mines, Simon Pierre Boussim a également fait savoir que le gouvernement a donné des instructions de faire diligences sur certains dossiers qui peuvent permettre au Burkina Faso de tirer profit de ses ressources

minières, notamment la relecture du code minier et la mise en place d'un projet de raffinerie pour raffiner l'or du Burkina afin de savoir exactement la teneur en or au Burkina et ce que les sociétés industrielles exploitent comme volume d'or dans le pays. Depuis 2009, l'or est devenu le premier produit d'exportation du Burkina Faso, devan-

çant le coton et classant le pays parmi les plus grands producteurs d'or d'Afrique, à côté de l'Afrique du Sud, du Ghana et du Mali. D'une production de 5,6 tonnes d'or en 2008, le pays a exporté 66,858 tonnes en 2021 avec une contribution au budget de l'Etat qui s'est fortement améliorée ces dernières années passant de 8,912 milliards

de francs CFA (13 322 231 de dollars) en 2008 à 322 milliards de francs CFA (536 219 805 de dollars) en 2020, selon les données du ministère en charge des Mines. En outre, selon les données du ministère des Mines et des Carrières, le secteur a créé 51 635 emplois directs. Le secteur minier, fort de 17 mines en exploitation, est confronté ces

dernières années aux défis sécuritaires imposés par les groupes armés terroristes, obligeant au moins trois sociétés à fermer. Le 11 avril 2022, la société minière russe Nordgold avait annoncé l'arrêt pour «raisons de sécurité» de sa mine de Taparko, située dans le nord du pays et qui employait quelque 600 personnes.

Gestion des déchets solides

La Banque mondiale débloque 157 milliards FCFA pour le Mali

La Banque mondiale a approuvé le 30 novembre dernier un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) d'un montant de 250 millions de dollars, soit 157 milliards FCFA pour appuyer le Mali dans l'amélioration de l'accès aux services de gestion des déchets solides, d'assainissement et d'eau, et l'accroissement de la résilience aux inondations de zones vulnérables du district de Bamako et des communes voisines ciblées.

Le Projet de résilience urbaine de Bamako (PRUBA) vise à améliorer la gestion des déchets solides à travers la réhabilitation et l'extension des infrastructures nécessaires au rétablissement des fonctions primaires de gestion des déchets, à savoir la collecte, le transfert et le traitement.

Aussi des investissements prioritaires sont prévus dans l'assainissement ainsi que des mesures d'accompagnement pour renforcer le cadre institutionnel du secteur et assurer des services de gestion durable des boues de vidange. Le renforcement du

stockage de l'eau et des réseaux de distribution ainsi que la réalisation des branchements des ménages et des bornes fontaines nécessaires permettront d'approvisionner de nombreuses zones non desservies à Bamako et dans les communes environnantes.

D'autres investissements dans les infrastructures résilientes permettront d'améliorer la résilience aux inondations et les conditions de vie en milieu urbain dans certains quartiers vulnérables. D'ailleurs deux usines de traitement des boues fécales seront

construites pour remédier à l'absence actuelle de tout système d'assainissement approprié à Bamako d'une capacité journalière totale de 600 mètres cubes, équivalant à 42 tonnes de matière sèche, bénéficiant à environ 700 000 habitants. Près de

800 blocs de latrines seront construits dans les établissements publics sélectionnés. Les ménages les plus pauvres, situés à proximité de ces établissements, bénéficieront également de la construction de 20 000 latrines domestiques. S i k a f i n a n c e

Investiture du Président Téodoro Obiang Nguema

Mbasogo

Yawa Tsegan a représenté le Chef de l'Etat

La Présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi Tsègan a pris part le jeudi 8 décembre 2022, au nom du Président de la République, à l'investiture de Téodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la Guinée équatoriale, réélu pour un nouveau mandat de sept ans à la tête de ce pays de l'Afrique centrale.



La cérémonie solennelle d'investiture a eu lieu à la place du cinquantenaire dans la capitale Malabo devant le Conseil constitutionnel et des milliers de personnes avec la présence d'une vingtaine de chefs d'Etat, de gouvernement, des présidents d'institutions et bien d'autres personnalités. Elle a été ponctuée par une parade qui a mobilisé plus de 1000 militaires et policiers venus démontrer leur attachement aux valeurs de paix, de sécurité et de stabilité de ce pays, un des producteurs majeurs de pétrole d'Afrique subsaharienne avec 1 million 500 mille habitants. Pour ce nouveau mandat, il a fait de la lutte contre la corruption sur toutes ses formes, la poursuite

des projets sociaux et le renforcement de l'économie, son cheval de bataille. Il s'engage également à œuvrer davantage pour l'unité, la paix et le vivre-ensemble. « J'ai été élu par tout le peuple de Guinée équatoriale (...), je suis et serai toujours le Président de tous les Equato-guinéens », a-t-il dit, après son serment devant les juges du Tribunal constitutionnel, les parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat, au sein desquels son parti a remporté la totalité des sièges lors du scrutin du 20 novembre 2022. Le Président Téodoro Obiang Nguema Mbasogo a été réélu le 20 novembre dernier avec 94,9% des voix. La présence du Togo à

cette investiture illustre l'excellence des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays. Elle traduit également le degré de convergence de vue qu'ont Lomé et Malabo sur les questions d'intérêt commun et leur engagement à affermir davantage les relations bilatérales. Les deux pays entretiennent d'excellentes relations dans plusieurs domaines notamment le commerce, l'éducation, la culture, les recherches scientifiques et l'énergie. D'ailleurs en avril 2018, un protocole d'accord avait été signé entre les ministères en charge de l'énergie des deux pays pour la fourniture du gaz naturel liquéfié.

Qatar 2022

L'Argentine rejoint la Croatie en demi-finale

Emmené par Lionel Messi, buteur et passeur, l'Argentine a battu les Pays-Bas aux tirs au but (2-2, 4 tab à 3) vendredi en quart de finale vendredi à Lusail. L'Albiceleste briguera une place en finale du Mondial mardi soir contre la Croatie.



Lionel Messi peut toujours croire en son rêve. Au bout du suspense, à l'issue d'une terrible et irrespirable séance de tirs au but face aux Pays-Bas (2-2, 4 tab à 3), l'Argentine s'est hissée en demi-finale de la Coupe du monde. Passeur et buteur, le numéro 10 argentin a réussi là où Neymar et les Brésiliens ont échoué quelques heures plus tôt face à la Croatie. L'Argentine défilera donc les Croates, mardi soir (20h), pour une place en finale du Mondial au Qatar. Une marche de plus pour la Pulga vers le seul titre qui manque à sa carrière. Mais que ce fut crispant... Dans un début de match très fermé, les deux équipes ne lâchent rien. Même si les Argentins dominant assez nette-

ment, les occasions se font rares. Sans surprise, le premier éclair vient des pieds du septuple Ballon d'or. L'attaquant du PSG lance parfaitement Nahuel Molina qui ne manque pas son duel face à Andries Noppert (1-0, 35e). Après la pause, Messi, encore lui, permet à l'Albiceleste de faire le break sur penalty après une faute sur Marcos Acuna (2-0, 73e). Son 4eme but dans ce Mondial au Qatar. Weghorst relance le suspense. Alors que l'Argentine file tranquillement vers les demies Wout Weghorst, entré en cours de match, score pour les Néerlandais et se charge de relancer le suspense (2-1, 83e). On sera bien servi. Au bout du temps additionnel, sur un ultime coup franc, Teun

Koopmeiners opte avec malice pour une passe à l'attaquant de Besiktas plutôt qu'au tir. Weghorst envoie les Pays-Bas en prolongation (2-2, 90e+11). Si l'Albiceleste pousse terriblement en fin de prolongation se procurant plusieurs occasions chaudes dont un missile d'Enzo Fernandez sur le poteau et si Paredes sort la boîte à tacles et chauffe les esprits, les 22 acteurs n'échappent pas à la séance de tirs au but. Un exercice fatal aux Bataves. Héros du peuple argentin, le gardien Dibu Martinez a d'abord fait des miracles avant que Lautaro Martinez, si maladroit depuis le début de la Coupe du monde, n'envoie tout un peuple en demi-finale.

Coupe du monde

Tite démissionne après l'élimination du Brésil

Dans la foulée de l'élimination contre la Croatie (1-1, 2-4 tab), le sélectionneur brésilien Tite, en poste depuis 2016, a annoncé démissionner de ses fonctions, ce vendredi 9 décembre. Une page se tourne pour la Seleção.



Il n'est donc pas le sélectionneur qui aura réussi à amener la « génération Neymar » sur le toit de monde. Tite, à la tête de la Seleção depuis 2016, a annoncé son départ ce vendredi 9 décembre, après l'élimination en quart de finale de la Coupe du monde contre la Croatie aux tirs au but (1-1, 2-4 tab). Jamais, lorsque Neymar a ouvert le score dans le temps additionnel de la prolongation (1-0, 105'+4), lors du quart de finale de la Coupe du monde entre le Brésil et la Croatie, on aurait pensé que cette équipe croate puisse revenir au score. Et pourtant, elle force l'admiration. Après quatre pre-

mières rencontres très moyennes et fatigués physiquement, les coéquipiers de Luka Modric ont montré une incroyable force de caractère et un gigantesque esprit d'équipe pour égaliser grâce à Petković (1-1, 117'), et finalement l'emporter aux tirs au but (4-2), comme lors de leur huitième de finale face au Japon (1-1, 3-1 tab). Et revoilà la Croatie, petit pays de 4,5 millions d'habitants, une nouvelle fois en demi-finale de la Coupe du monde, quatre ans après. Cet exploit des joueurs de Zlatko Dalic porte un nom : Dominik Livaković, gardien de but du Dinamo Zagreb, qui a réalisé

11 arrêts quand son homologue brésilien, Alisson, n'en a fait aucun. Le seul tir cadré de la Croatie a terminé au fond. « La défaite est douloureuse. Je pars en paix avec moi-même. Le cycle se termine », a déclaré le technicien âgé de 61 ans. Avec lui, le Brésil a remporté la Copa America en 2019, et perdu en finale en 2021 contre l'Argentine. Il aura également connu deux échecs en Coupe du monde, battu à chaque fois en quart de finale, par la Belgique en 2018 et la Croatie, donc, vendredi soir. Le nom de son successeur n'est pas encore connu.

C'est
Reparti!

**30 Nov.
18 Déc.
2022**

**17^{ème}
Foire
Internationale de
LOME**

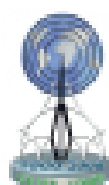
Foire de toutes les opportunités



**THÈME
COMPÉTITIVITÉ DES
BIENS ET SERVICES POUR
LA RELANCE ÉCONOMIQUE
POST COVID 19**



CETEF-LOME
+228 91 20 70 70 / 99 20 70 70
www.cetef.tg



Activité sous strict respect des mesures barrières au Covid 19